

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE :

Monsieur Nasser Al-KHELAIFI faisant pour les besoins des présentes et de ses suites
élection de domicile au cabinet de STAS & Associés, 43 rue de Courcelles - 75008 PARIS
(FRANCE) ci-après « Monsieur N » ou « la Victime »,

D'UNE PART,

ET

Monsieur TAIEB faisant pour les besoins des présentes et des suites élection de domicile
au cabinet OPlus, 74 avenue de Wagram 75017 Paris (France) ci-après « Monsieur T »

D'AUTRE PART,

d

Monsieur N, et Monsieur T sont ci-après individuellement désignés une « **Partie** » et collectivement désignés les « **Parties** ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

- (A) Les Parties n'ont jamais entretenues des relations professionnelles et/ou amicales.
- (B) Un différend est né entre Monsieur T et la Victime (le « **Différend** ») relatif à l'appropriation illicite par Monsieur T de Documents confidentiels au préjudice de la Victime.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS - INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Dans le présent Protocole d'accord, les termes non déjà définis ci-avant ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

« **Différend** » désigne le différend entre la Victime (en ce compris leurs représentants et ou affiliés), d'une part, et Monsieur T et ou ses Affiliés.

« **Documents confidentiels** » désigne notamment, les enregistrements audio, vidéos, photos sur tous supports de quelque nature que ce soit, de tous écrits/Documents confidentiels, originaux et /ou copies, de tous Documents confidentiels modifiés ou altérés par quelque moyen que ce soit, tous montages, et ce quel qu'en soit la forme, le support, le contenu ou l'objet, en rapport direct ou indirect avec la personne et/ou la vie familiale, professionnelle ou publique et/ou l'activité de la Victime et ou les sociétés qu'il représente, détenus directement ou indirectement par Monsieur T ou ses Affiliés.

« **Restitution** » désigne la remise des Documents confidentiels détenus par Monsieur T et ou ses Affiliés et devant être remis au jour de la signature du présent Protocole d'accord.

« **Affiliés** » désigne, i) toute personne en possession, ou ayant possédé ou sous contrôle et/ou en concertation avec Monsieur T ayant participé directement ou indirectement à l'obtention, la garde ou l'utilisation des Documents confidentiels de même que (ii) toute personne membre de sa famille et toute personne ayant eu connaissance des agissements de Monsieur T en lien avec l'objet du présent Protocole d'accord ;

« **Protocole d'accord** » signifie le présent document.

2. OBJET DU PROTOCOLE D'ACCORD

Le présent Protocole d'accord a pour objet de définir les termes et conditions des engagements des Parties pour mettre un terme amiable au Différend.

3. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS

Monsieur T reconnaît :

- S'être approprié illicitement des Documents confidentiels dont il a notamment altéré/falsifié l'objet et le contenu.

Monsieur T déclare :

- Avoir Procédé à la Restitution intégrale desdits Documents confidentiels en sa possession et/ou possession de ses Affiliés, (Annexe 1).
- N'avoir conservé directement ou indirectement aucune copie desdits Documents confidentiels.
- N'avoir introduit aucune action judiciaire de quelque nature que ce soit à l'encontre des Victimes.
- Se porter fort des engagements visés ci-dessus pour tous ses Affiliés pouvant, directement ou indirectement, être concernés par l'objet du Protocole d'accord ou son exécution.

En conséquence, la Victime renonce à déposer toute plainte pénale à l'encontre de Monsieur T en France et/ou à l'étrangers.

Toute divulgation, révélation, publication, diffusion de quelque manière que ce soit et par qui que ce soit de tout Documents confidentiels et/ou de toute violation de l'article 4 postérieurement à la date de signature du Protocole d'accord, la Victime retrouvera sa totale liberté notamment de déposer la plainte pénale ci-dessus mentionnée, à l'encontre de Monsieur T.

La survenance d'un quelconque des événements visés au paragraphe précédent et l'éventuelle action de la Victime n'aura pour conséquence ni la caducité ni la résiliation du présent Protocole d'accord, dont les autres dispositions resteront pleinement opposables à Monsieur T ce que celui-ci reconnaît et accepte expressément, s'agissant d'une condition essentielle sans laquelle la Victime n'aurait pas accepté de conclure le présent Protocole d'accord.

Nonobstant ce qui précède, Monsieur T reconnaît que toute violation de l' obligation de confidentialité et/ou déclarations, engagements décrits ci-dessus le rendra immédiatement redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité contractuelle et forfaitaire de 5.000.000 d'Euros (Cinq millions d'Euros) à titre de dommages-intérêts forfaitaire indemnisant le préjudice strictement financier de la Victime et, sans préjudice des autres conséquences visées ci-avant que la Victime pourrait être amené à tirer de cette violation, ou encore de l'indemnisation du préjudice moral en résultant, et de toute instance pénale et/ou civile qu'il pourra être amené à initier à ce titre. Les parties conviennent de ce que la présente clause pénale continuera à s'appliquer même en cas de résolution, de résiliation et/ou de caducité du présent accord.

4. CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à respecter la plus stricte confidentialité sur l'existence, les termes et le contenu du présent Protocole d'accord

Monsieur T s'engage à ne pas tenir de propos dénigrants et/ou dommageables, de ne faire aucun commentaire de quelque nature que ce soit en la présence de toute personne physique /morale directement ou indirectement concernant Monsieur N.

α

5. PRISE D'EFFET DU PROTOCOLE

Le Protocole d'accord prend effet à la date de signature.

6. STIPULATIONS DIVERSES

6.1 Les Parties déclarent avoir la pleine capacité juridique de conclure au jour de la signature le présent Protocole d'accord, et être pleinement informées sur les termes et dispositions de ce Protocole d'accord, de sorte que leur consentement est suffisamment libre et éclairé.

6.2 Les Parties déclarent en outre avoir disposé du temps de réflexion nécessaire avant de signer le présent Protocole d'accord, ayant été en mesure d'en discuter les termes, tant directement que par l'intermédiaire de leurs Conseils.

7 DROIT APPLICABLE

Le présent Protocole d'accord sera régi et interprété conformément au droit français.

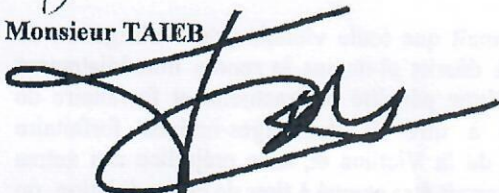
Les Parties conviennent que tout litige concernant la validité, l'exécution, l'interprétation et la résolution du présent Protocole d'accord relèvera de la compétence des juridictions de la Cour d'appel de Paris.

En trois (2) exemplaires originaux, dont celui de Monsieur T dont son avocat sera séquestre.

Le à

10 juillet 2020 à Paris.

Monsieur TAIEB



Pour Monsieur AL-KHEALIFI

*Renad Sameeh - scri. perso
demi à cet effet*



Annexe 1 Documents Confidentiels

1 clé USB Blanche sans marque apparente référencée UDP 8G 1D21404-2646030

1 clé USB rouge de marque EMTEC référencée 194V-0 -183435

1 disque dur externe noir de marque MAXTOR model HK – M101TCB/GMR référencé NM14HQSX

1 clé USB noire KINGSTON

1

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

BETWEEN:

Mr. Nasser Al-KHELAIFI having, for the purposes of the present proceedings and its consequences, elected domicile at STAS & Associes, 43 rue de Courcelles - 75008 PARIS (FRANCE) hereinafter referred to as “Mr. N” or “the Victim”,

ON THE ONE HAND,

AND

Mr. TAIEB having, for the purposes of the present and subsequent proceedings, elected domicile at the law firm OPlus, 74 avenue de Wagram 75017 Paris (France) hereinafter referred to as “Mr. T”.

ON THE OTHER HAND,

Mr. N and Mr. T are hereinafter individually referred to as a **"Party"** and collectively referred to as the **"Parties."**

PREAMBLE:

(A) The Parties have never had any professional and/or personal relationships.

(B) A dispute has arisen between Mr. T and the Victim (the "Dispute") concerning the illicit appropriation by Mr. T of Confidential Documents to the detriment of the Victim.

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

1. DEFINITIONS - INTERPRETATION

1.1 Definitions

In this memorandum of understanding, the terms not already defined above have the meanings assigned to them below:

- **"Dispute"** refers to the dispute between the Victim (including their representatives and/or affiliates), on the one hand, and Mr. T and/or his Affiliates.
- **"Confidential Documents"** specifically refers to audio recordings, videos, photos in any format, written documents/confidential documents, originals and/or copies, any modified or altered confidential documents by any means, any form of editing, regardless of format, support, content, or subject, directly or indirectly related to the person, family life, professional or public life, and/or the activities of the Victim and/or the companies they represent, held directly or indirectly by Mr. T or his Affiliates.
- **"Restitution"** refers to the return of the Confidential Documents held by Mr. T and/or his Affiliates, which must be delivered on the day of the signing of this Agreement Protocol.

"Affiliates" refers to: (i) any person in possession or control, or who has had possession or control, or acted in concert with Mr. T, directly or indirectly involved in obtaining, holding, or using the Confidential Documents; and (ii) any family member or person aware of Mr. T's actions related to the subject of this Agreement Protocol memorandum of understanding.

- **" Memorandum of understanding "** means this document.

2. PURPOSE OF THE MEMORANDUM OF UNDERSTANDING

This Memorandum of understanding aims to define the terms and conditions of the Parties' commitments to amicably resolve the Dispute.

3. DECLARATIONS AND COMMITMENTS

Mr. T acknowledges:

- Illegally appropriating Confidential Documents, of which he notably altered/falsified the subject and content.

Mr. T declares:

- That he has proceeded with the complete restitution of the Confidential Documents in his possession and/or in the possession of his Affiliates (Annex 1).
- That he has not kept, directly or indirectly, any copies of the said Confidential Documents.
- That he has not initiated any legal action of any kind against the Victims.
- He also guarantees the commitments mentioned above on behalf of all his Affiliates who may, directly or indirectly, be concerned by the object of the Agreement Protocol or its execution.

As a result, the Victim agrees to refrain from filing any criminal complaint against Mr. T, either in France or abroad.

In the event of any disclosure, revelation, publication, or dissemination of any kind and by any person of any Confidential Documents, or any violation of Article 4 after the date of signing this Agreement Protocol, the Victim will regain full freedom to file the aforementioned criminal complaint against Mr. T.

The occurrence of any of the events mentioned in the previous paragraph and any potential action by the Victim will neither nullify nor terminate this Memorandum of understanding. All other provisions of the Agreement will remain fully enforceable against Mr. T, which he expressly acknowledges and accepts, as this is an essential condition without which the Victim would not have agreed to conclude this Agreement Protocol.

Notwithstanding the above, Mr. T acknowledges that any breach of confidentiality or the declarations and commitments described above will immediately render him liable, without prior formal notice, for a contractual and lump-sum penalty of €5,000,000 (Five Million Euros) as fixed damages to compensate for the strictly financial harm caused to the Victim. This is without prejudice to other consequences the Victim may draw from this violation, including compensation for moral damage and any criminal or civil proceedings that may arise as a result. The parties agree that this penalty clause will continue to apply even in the event of the termination, rescission, or annulment of this agreement.

4. CONFIDENTIALITY

The Parties commit to maintaining the strictest confidentiality regarding the existence, terms, and content of this Memorandum of understanding.

Mr. T undertakes not to make any disparaging or harmful remarks or comments of any nature in the presence of any individual or entity, directly or indirectly, concerning Mr. N.

5. EFFECTIVENESS OF THE AGREEMENT

The Memorandum of understanding takes effect on the date of signing.

6. MISCELLANEOUS PROVISIONS

- 6.1** The Parties declare that they have the full legal capacity to enter into this Agreement Protocol as of the signing date and are fully informed of the terms and provisions of this Agreement Protocol, ensuring that their consent is sufficiently free and informed.
- 6.2** The Parties also declare that they have had the necessary time for reflection before signing this Agreement Protocol and have been able to discuss its terms, both directly and through their legal counsel.

7 APPLICABLE LAW

This Memorandum of understanding shall be governed by and interpreted in accordance with French law.

The Parties agree that any dispute regarding the validity, execution, interpretation, and resolution of this Agreement Protocol shall fall under the jurisdiction of the courts of the Court of Appeal of Paris.

Executed in two (2) original copies, one of which will be held by Mr. T, whose attorney will retain it in escrow.

Dated in Paris on July 10, 2020.

Mr. TAIEB
(Signature)

For Mr. AL-KHEALIFI
(Signature)

Annex 1 - Confidential Documents

- 1 white USB drive without apparent brand, referenced as UDP 8G 1D21404-2646030
- 1 red USB drive, brand EMTEC, referenced as 194V-0 -183435
- 1 black external hard drive, brand MAXTOR, model HK - M101TCB/GMR, referenced as NM14HQSX
- 1 black USB drive, brand KINGSTON